

Réglementation de la publicité extérieure



Club Sécurité Exploitation Routière – 4 novembre 2014
Cerema-DTerSO

Signalisation routière et publicité

Code de l'environnement et ses décrets d'application

- Protection de l'environnement
- Liberté de l'expression

• **Code de la route** et ses textes d'application

- Sécurité routière
- Efficacité de la signalisation
- Protection du domaine public

Définition de la publicité

- art L.581-3 du Code de l'Environnement

constitue une publicité, à l'exclusion des enseignes et des pré-enseignes, toute inscription, forme ou image, destinée à informer le public ou attirer son attention, dont le principal objet est de recevoir lesdites inscriptions, formes ou images étant assimilées à des publicités.

Définition de la publicité (suite)

- Art R418-2 du Code de la Route

Dans l'intérêt de la sécurité routière, sur les voies ouvertes à la circulation publique et en bordure de celles-ci, sont interdites, lorsqu'elles sont visibles, les publicités, les enseignes, enseignes publicitaires et pré-enseignes.

- Art R 418-4 du Code de la Route

Sont interdites, la publicité et les enseignes, enseignes publicitaires et pré-enseignes qui sont de nature, soit à réduire la visibilité ou l'efficacité des signaux réglementaires, soit à éblouir les usagers des voies publiques, soit à solliciter leur attention dans les conditions dangereuses pour la sécurité routière.

La publicité

- Publicité (art L581-3 CEn)



Réglementation de la publicité extérieure

Les supports

- Dispositif (art L581-3, R581-6 à R581-33 CEn)
 - ✓ support ou matériel dont le principal objet est de recevoir toute inscription, forme ou image constituant une publicité.
 - ✓ supports assimilés à des publicités et doivent respecter l'ensemble des règles applicables (affiches ou inscriptions publicitaires apposées ou non)
 - ✓ dispositif publicitaire peut être constitué de 2 faces (donc 2 affichages apposés)
 - ✓ dispositif à affichage déroulant, défilant, images numériques, supports de plusieurs publicités



Les autres supports

- **Mobiliers urbains** : certains mobiliers urbains peuvent, à titre accessoire, supporter de la publicité (art R 581-42 à R 581-47 du CEn)
 - abris voyageurs, kiosques à journaux, mâts, sucettes
- **Affichage libre** (art R581-2 et R 581-3 du Cen)
- **Palissades de chantier** (art L 581-16 du Cen)
- **Bâches publicitaires** (art R 581-55 de Cen)
- **Véhicules support de publicité** (art R581-48 du CEn)

Les autres supports (suite)

- **Bâches publicitaires de chantier** (art R581-53 et R 581-54 du CEn)
 - Interdites dans agglos < 10 000 hts
 - Interdites dans agglos > 10000 hts
 - si pub visible voie publique hors agglo
 - si pub visible d'une autoroute et – 40m bord de chaussée
 - Interdites dans les espaces boisés classés
 - Interdites dans les zones protégées pour qualités des sites dans PLU (AVAP-ex ZPPAUP)
 - Surface publicitaire < 50 % surface de la bâche
 - Durée de l'affichage égale à durée utilisation de l'échafaudage

Réforme du Grenelle de l'environnement

Grenelle II

- x Loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement
- x Décret n°2012-118 du 31 janvier 2012 relatif à la publicité extérieure, aux enseignes et pré-enseignes.

Les lieux d'interdiction de la publicité :

art. L581-4, 7 et 8 du CEn

- ✓ hors agglomération,
- ✓ dans les ZPPAUP et AVAP,
- ✓ dans les parcs nationaux et réserves naturelles,
- ✓ sur les arbres,
- ✓ sur les murs de clôtures non aveugle, cimetières et jardins publics,
- ✓ sur les supports, poteaux, installations électriques,
- ✓ sur les équipements publics,
- ✓ sites classés et leur zone de protection environnante,
- ✓ sur immeubles classés ou inscrits aux MH,
- ✓ à moins de 100m et dans le champ de visibilité d'un MH classé ou inscrit.

Dans les agglomérations < 10 000 hab et hors périmètres précités, **seule peut-être autorisée la publicité**

- ✓ Sur mobilier urbain,
- ✓ Sur murs et clôtures aveugles,

Avant...

→ Jusqu'au 12 juillet 2015 **régime dérogatoire** pour les préenseignes relatives aux activités suivantes, hors agglomération :
art L581-19, R581-66 et 67 du CEn

- ✓ les activités particulièrement utiles aux personnes en déplacement,
- ✓ les activités s'exerçant en retrait de la voie publique,
- ✓ les activités indiquant la proximité de MH ouverts à la visite,
- ✓ les activités relatives à la fabrication ou la vente de produits du terroir par des entreprises locales,
- ✓ les activités liées à des services publics ou d'urgence ;

Après...

- À partir du 13 juillet 2015 les activités qui pourront bénéficier de pré-enseignes dérogatoires, en dehors de l'agglomération, conformes à la nouvelle réglementation nationale
 - ✓ les activités en relation avec la fabrication ou la vente de produits du terroir par des entreprises locales,
 - ✓ les MH, classés ou inscrits, ouverts à la visite,
 - ✓ les activités culturelles,
 - ✓ à titre temporaire, les manifestations exceptionnelles mentionnées à l'art. L581-20 du CEn ;

- À compter du 1^{er} juillet 2018
 - les règles d'extinction nocturne s'appliquent à tous les dispositifs,
 - tous les dispositifs installés avant l'entrée en vigueur devront être mis en conformité.

Compétences et pouvoirs de police

Si la commune est couverte par un RLP, le maire dispose de l'autorité en matière de police de publicité au nom de la commune, ou le Préfet si défaut du maire pour prendre les mesures de sanctions nécessaires (délai d'un mois)

Si la commune n'est pas couverte par un RLP, la compétence de police de publicité est de l'autorité du Préfet au nom de l'État ;

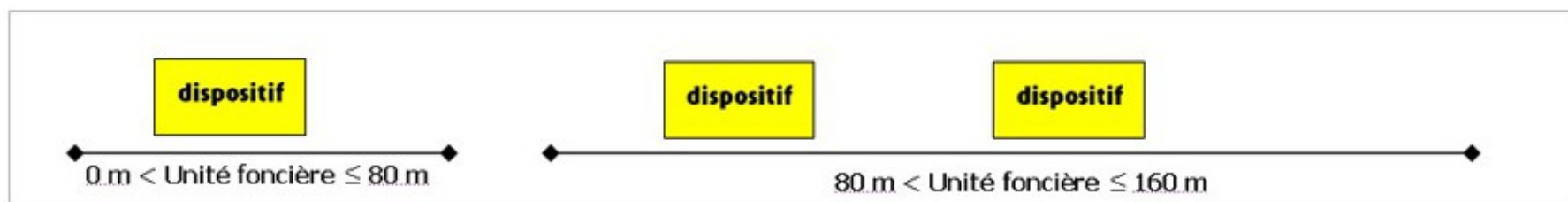
RLP > Règlement Local de Publicité

document de planification de l'affichage publicitaire sur le territoire communal.

Il est l'outil de référence pour la collectivité, le particulier, le professionnel de l'affichage.

Règle de densité

- La réglementation fixe une règle de densité qui s'applique aux dispositifs publicitaires muraux lumineux ou non, scellés ou installés directement au sol.
- Elle ne s'applique pas aux dispositifs installés en toiture ou palissade.
- Sur le domaine privé :
 - Sur une unité foncière dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation est de longueur $\leq 80\text{m}$, un seul dispositif, mural ou scellé au sol.



– l'alternative

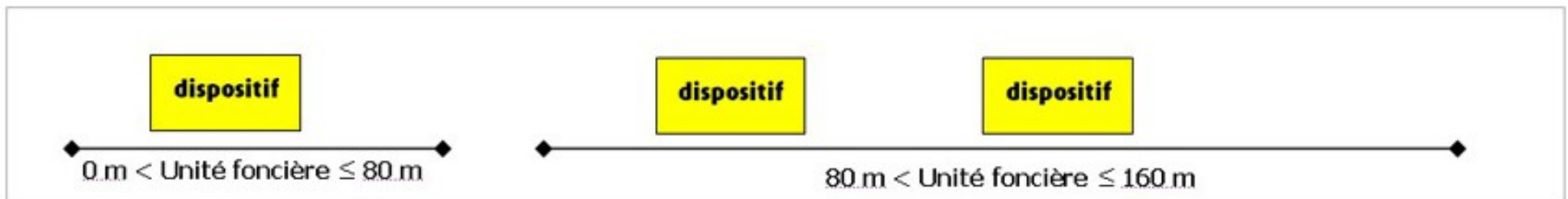


Règle de densité

- Sur le domaine public :

sur le domaine public attenant à une unité foncière dont la longueur du côté bordant la voie publique est $\leq 80\text{m}$, un seul dispositif,

- un dispositif supplémentaire par tranche de 80 m.



Formats pour la publicité

- Dispositifs muraux ou sur clôtures

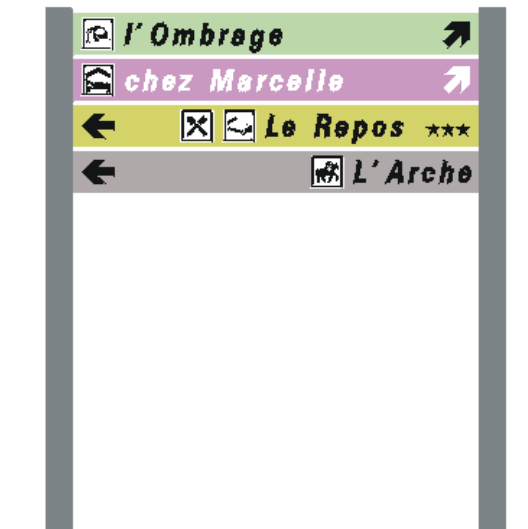
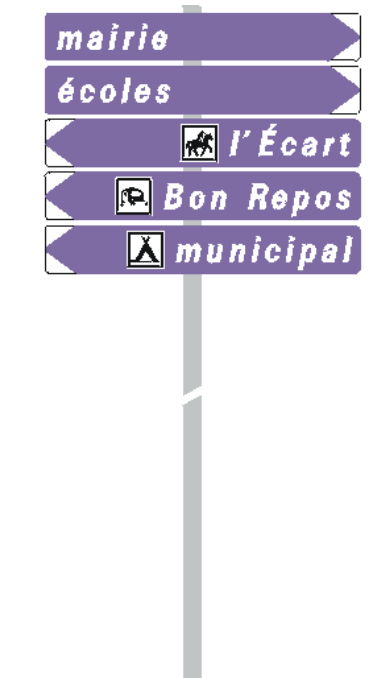
	Dispositifs muraux ou sur clôtures			
	Non lumineux	Éclairés par projection ou transparence	Numérique	Autres lumineux (notamment sur toiture)
Agglomérations < 10 000 habitants (hors unité urbaine > 100 000 habitants)	4m² ou 8m² (par arrêté préfectoral, pour les publicités en bordure de routes à grande circulation définies dans les conditions prévues au L110-3 du Code de la route)		INTERDITS	
Agglomérations < 10 000 habitants (dans unité urbaine > 100 000 habitants)	12m²		8m² ou 2,1m² (si non respect du seuil fixé par arrêté ministériel)	8m²
Agglomérations > 10 000 habitants	12m²		8m² ou 2,1m² (si non respect du seuil fixé par arrêté ministériel)	8m²

Formats pour la publicité

- Dispositifs scellés au sol

	Dispositifs scellés au sol			
	Non lumineux	Éclairés par projection ou transparence	Numérique	Autres lumineux (notamment sur toiture)
Agglomérations < 10 000 habitants (hors unité urbaine > 100 000 habitants)	INTERDITS		INTERDITS	
Agglomérations < 10 000 habitants (dans unité urbaine > 100 000 habitants)	12m ²		8m ² ou 2,1m ² (si non respect du seuil fixé par arrêté ministériel)	8m ²
Agglomérations > 10 000 habitants	12m ²		8m ² ou 2,1m ² (si non respect du seuil fixé par arrêté ministériel)	8m ²

La signalisation d'information locale



Pourquoi une SIL ?

- Dispositif élaboré pour inciter le gestionnaire de la voirie, sur son domaine public routier, à respecter un cadre réglementaire et technique pour :
 - hiérarchiser les services et équipements à signaler,
 - unifier le graphisme pour une lecture efficace des dispositifs,
 - assurer la signalisation des services et équipements sans mettre en cause la sécurité des usagers motorisés ou non ;

Pourquoi une SIL ?

- Pour autoriser et organiser la signalisation d'activités non couvertes par les pré-enseignes dérogatoires :
 - équipements d'hébergements et de restauration,
 - services usuels,
 - équipements et activités économiques et commerciales,
 - équipements publics, médico-sociaux, scolaires et de formation,
 - équipements sportifs, culturels et naturels, de loisirs...

Guide technique national

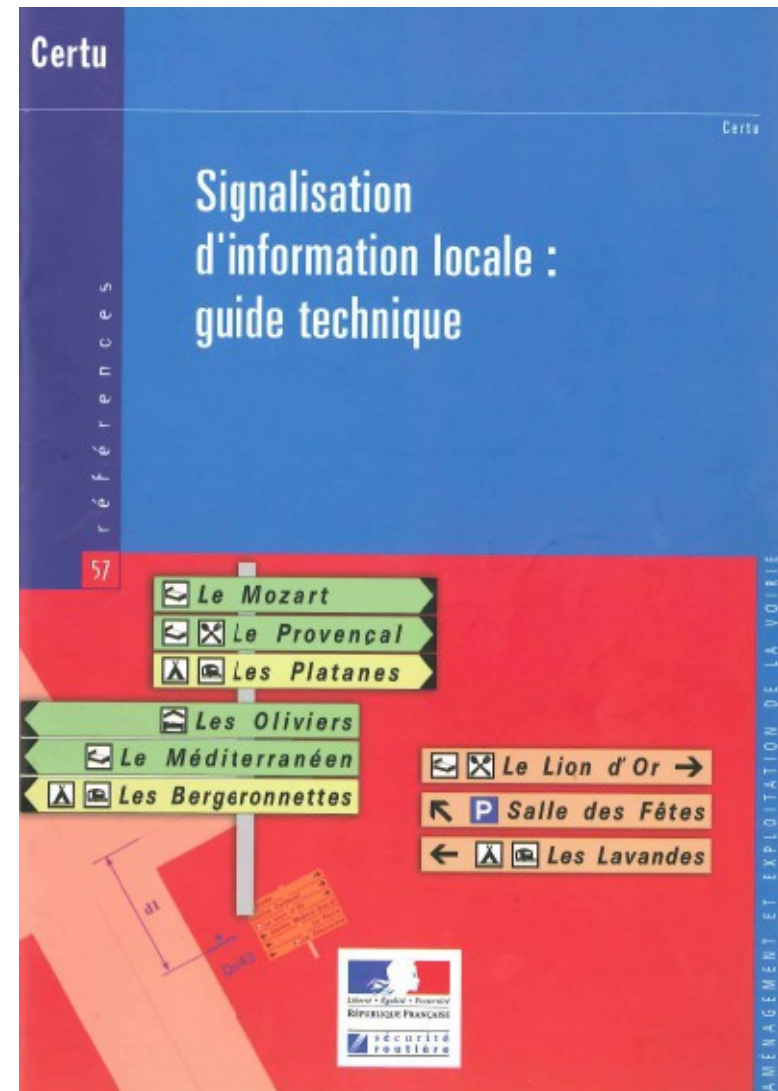
➤ 2 démarches :

➤ **Que signaler ?**

Sélection des informations à signaler sur le territoire, en fonction des enjeux.

➤ **Comment signaler ?**

Implantation et conception des panneaux.



MERCI



Pascal Gaufichon
Cerema - DTerSO
Pascal.gaufichon@cerema.fr
05 56 70 65 95